Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 83 (1938)
Heft: 3

Artikel: Les débuts de la guerre mondiale d'après un livre récent
Autor: Mayer, Emile
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-341865

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

83e année N° 3 Mars 1938

REVUE MILITAIRE SUISSE

Pour la Suisse : 1 an fr. 12.— ; 6 mois fr. 7.— 3 mois fr. 4.—

ABONNEMENT Prix du N° fr. 1.50

Pour l'Etranger : 1 an fr. 15.— ; 6 mois fr. 9.— 3 mois fr. 5.—

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION : Avenue de la Gare 33, Lausanne Compte de chèques post. II. 5209

ANNONCES : Société de l'Annuaire Vaudois S. A. — Pré du Marché, 3 — Lausanne

Les débuts de la guerre mondiale d'après un livre récent [1]

L'œuvre importante entreprise par l'éditeur Payot est maintenant terminée. Elle comprend quatre tomes, dont le premier, rédigé par le général Duffour, ancien professeur d'art et d'histoire militaires, puis directeur de l'Ecole supérieure de guerre, est une étude solide et lumineuse des premiers mois de la campagne. On ne peut avoir de meilleur guide pour présenter quelques remarques sur cette période. Période d'un intérêt tout particulier puisqu'elle a mis à l'épreuve, non seulement les doctrines tactiques et stratégiques des deux plus formidables armées d'alors, mais la valeur des chefs et des troupes, leur science, leur préparation, et aussi les qualités de l'armement et de l'outillage qui n'étaient connus que par les expériences des champs de tir, des polygones ou des laboratoires, mais dont on ignorait comment ce matériel se comporterait sur les champs de bataille.

On sait ce qui s'est passé, quelles surprises nous étaient réservées, quelles cruelles leçons les événements nous ont

[1] *Histoire de la guerre mondiale.* Tome Ier : « Joffre et la guerre de mouvement », par le général Duffour. Un volume grand in-8° de 432 pages avec vingt-deux croquis. Paris, Payot, 1937. Prix : 36 fr. (français).

données. Il n'y a pas lieu d'y revenir et de faire l'historique des opérations. Il ne s'agit que de présenter quelques observations en profitant du travail consciencieux du général Duffour, soit pour le commenter, soit pour le compléter, soit pour combattre ses conclusions. Car, malgré sa compétence, il est du domaine où il peut prêter à la controverse. Tant qu'il reste sur le terrain solide des faits, il est inattaquable. Mais on est en droit de ne pas admettre certaines de ses hypothèses et de ne pas ratifier tous les jugements qu'il porte.

Inutile de s'attarder au long chapitre qu'il consacre aux causes plus ou moins directes et immédiates de la guerre, sujet sur lequel les historiens n'arrivent pas encore à se mettre parfaitement d'accord et qui intéresse d'ailleurs presque exclusivement les hommes politiques et les diplomates. Les militaires n'ont aucun profit immédiat à en tirer pour l'exercice de leur profession.

Au contraire, ils trouveront matière à réflexions qui leur seront utiles en lisant le chapitre suivant, qui est un examen substantiel des accords techniques survenus entre les états-majors des différentes nations de l'Europe. On y voit les mesures prises par la France, l'Angleterre et la Russie contre l'Allemagne, mesures impérativement imposées ou simplement prévues sous conditions, les unes stipulées par écrit, d'autres prudemment murmurées dans des conversations dont on peut dire qu'elles étaient sans grande valeur réelle.

De toutes les négociations entamées par les techniciens autorisés, une des plus intéressantes, et qui peut être citée en exemple, est celle qui mit aux prises l'Autriche, représentée par Conrad von Hoetzendorf, et l'Allemagne, représentée par Moltke *junior*. C'était au moment où celui-ci venait de succéder comme chef du grand état-major général au maréchal comte Schlieffen, mort le 4 février 1913. Celui-ci avait laissé un mémoire qui pouvait être considéré comme son testament stratégique et qui, examinant en particulier l'éventualité d'une rupture initiale avec la France, conseil-

lait de faire masse à l'ouest, en pareil cas, sans laisser à l'est la moindre troupe de campagne.

Moltke ne manqua pas de s'en inspirer dans sa réponse, expédiée le 10 février. Il y insista sur l'absolue nécessité, pour l'Autriche-Hongrie, d'éviter l'éparpillement de ses forces et, par conséquent, de les rassembler contre son ennemi principal, la Russie. Et il ajouta : « Si l'Autriche a besoin de tous ses moyens pour lutter contre la Russie, il en est de même pour l'Allemagne dans sa lutte contre la France. C'est pourquoi je recommanderais d'engager également dans l'ouest les troupes allemandes mobilisées dans l'est, si je n'en étais empêché par l'obligation de tenir compte de l'Autriche. J'ai la conviction que le centre de gravité de la guerre européenne tout entière est dans le règlement du conflit entre l'Allemagne et la France, et qu'également le sort de l'Autriche sera réglé, non sur le Bug, mais sur la Seine. »

Les événements devaient justifier ces prévisions, comme on sait, et la solution envisagée par Moltke *junior* était rationnelle. Le problème posé par la situation de l'Allemagne, placée entre deux voisins dangereux a toujours préoccupé, à juste titre, le gouvernement et le commandement.

Moltke *senior* a eu à l'envisager après sa victoire de 1871 et il est remarquable qu'il ait cru, d'abord, à la possibilité de prendre l'offensive simultanément sur les deux fronts ; mais, à partir de 1875, le relèvement rapide de la France le détermina à abandonner cette conception. Il décida dès lors de commencer par concentrer ses efforts à l'ouest pour abattre les forces renaissantes de la France avant l'entrée en action de la Russie. Mais, au bout de cinq ans — et pour des raisons très valables que le général Duffour expose fort clairement — le grand stratège abandonna ce dessein pour en prendre le contre-pied et pour s'arrêter définitivement à la formule : défensive initiale à l'ouest, offensive initiale à l'est. On ne saurait trop admirer la souplesse d'esprit avec laquelle le chef du grand état-major allemand avait su modifier ses conceptions

et ses plans d'opération pour tenir compte des circonstances.

Nous retrouvons la même souplesse d'esprit — et elle nous inspire la même admiration — dans les projets de von Schlieffen, qui dirigea pendant quatorze ans (1891-1905) la stratégie de l'armée allemande. Il commença par vouloir céder à l'Autriche en lui attribuant une partie notable de ses forces, en cas de mobilisation, parce qu'il craignait de la voir mise rapidement hors de cause par le colosse russe, si on la laissait livrée à elle-même. Mais, après des études approfondies, il réduisit l'effectif qu'il avait primitivement destiné à la frontière orientale, estimant qu'il y avait impérieuse nécessité à « battre d'abord et promptement les Français au moyen d'une manœuvre débordante, entreprise contre l'aile nord de leur déploiement initial », aile qu'il situait alors entre Stenay et Sedan. Plus tard, ayant appris que le dispositif de concentration français s'étendrait notablement au nord-ouest de Stenay, avec un fort échelonnement en profondeur, il en conclut que le mouvement débordant de ses colonnes devait prendre une amplitude plus grande, ce qui exigeait que la totalité de ses forces fût consacrée à cette vaste opération, et que rien n'en fût détaché pour combattre la Russie. Voici en quels termes il a présenté l'idée fondamentale de sa manœuvre :

La France doit être regardée, dans son ensemble, comme une grande place. De l'enceinte extérieure, le secteur Belfort-Verdun est presque imprenable. En revanche, le front Mézières-Maubeuge-Lille-Dunkerque est certes fortifié, mais avec des trouées, et, présentement, il n'est presque pas occupé. C'est là que nous devons tenter de faire irruption dans la forteresse. Si nous réussissons, nous trouverons une deuxième enceinte, ou tout au moins un pan d'enceinte : c'est la position qui, s'appuyant à Verdun, est marquée par la rive sud de l'Aisne, Reims et La Fère. Mais ce pan peut être tourné par le nord. Sans doute, l'architecte a bien compté avec une attaque allemande qui déboucherait au sud de la ligne Meuse-Sambre, mais non pas avec une attaque qui déboucherait du nord de cette ligne d'eau.

De là, cette conclusion, qui rend Schlieffen digne d'être traité de « stratège audacieux » par le général Duffour :

> Nous ferons donc bien de nous préparer à temps à un passage de la Seine en aval du confluent de l'Oise et à un encerclement de Paris, entamé d'abord sur les faces *ouest* et *sud* de la place. Il faut essayer, à tout prix, d'acculer les Français à leurs forts de la Moselle, au Jura et à la Suisse, en les attaquant sur leur flanc gauche, *face à l'est*. L'armée française doit être anéantie.

« *L'armée française doit être anéantie* ». Cette phrase montre bien que Schlieffen était devenu, par son enseignement à l'Académie de guerre de Berlin, l'apôtre de la stratégie de destruction dont il voyait un exemple accompli (en tactique) dans la fameuse victoire de Cannes, remportée par Annibal en Apulie, l'an 216 avant l'ère chrétienne.

Cette assise historique, Moltke *junior*, successeur de Schlieffen, ne la possédait pas. Aussi, lui manquait-il la solidité des convictions qu'exigent des conceptions aussi grandioses, aussi aventurées, et qui auraient vraisemblablement été victorieuses, il faut bien l'avouer, s'il n'avait — par prudence, par pusillanimité, par insuffisance d'imagination aussi — singulièrement rapetissé les vastes proportions du plan original. Et c'est là, presque certainement, la cause initiale de la défaite qui n'est survenue qu'après quatre ans de lutte tenace.

L'autre cause se trouve dans les erreurs et les fautes du commandement français.

Son plan d'opérations d'août 1914 est l'œuvre personnelle de Joffre, désigné, en juillet 1911, pour remplir, dès la mobilisation, les fonctions de généralissime. Il y était mal préparé. Il n'avait pas eu occasion d'acquérir la science stratégique dont il avait besoin. Aussi n'avait-il pas su voir clair dans les desseins probables de son adversaire. D'ailleurs, il manquait de sens psychologique.

S'il avait mieux connu ces desseins, ou s'il avait su mieux lire dans la pensée qui les avait conçus, il aurait pris des dispositions meilleures que celles qu'il a adoptées. Les

divulgations si précieuses du *Vengeur*, divulgations révélées par notre ambassadeur en Russie, M. Paléologue, un article du *Matin*, vers 1912, indiscutablement inspiré par ces divulgations et qui montrait avec précision ce que serait le déploiement stratégique des Allemands, l'ouvrage si détaillé de Falkenhausen (*Massenheere und Flankenbewegungen*, 1913) où était envisagée une invasion passant même par la Hollande, toutes ces indications auraient dû éveiller l'attention de notre haut commandement et le renseigner sur les intentions de l'envahisseur éventuel.

Celui-ci avait naturellement essayé de profiter des « trouées » qui existaient dans le front français de Montmédy à Dunkerque : le souci de ne pas se heurter à aucun obstacle passif sérieux répondait à la nécessité d'avancer aussi vite que possible pour obtenir rapidement le résultat cherché à l'ouest, ce qui aurait permis de reporter à l'est toutes les forces de l'Allemagne. En conséquence, les axes de marche assignés aux armées de l'aile droite (IVe, IIIe, IIe et Ire) étaient reportés à l'extrême limite du terrain, le plus loin possible du pivot de la conversion, comme le montre très bien le croquis N° 1 (page 601).

Naturellement, il fallait éviter les places fortes qui eussent retardé les colonnes d'invasion. Dès lors, remarquons-le en passant, il était facile de prévoir les chemins que celles-ci prendraient, à l'exclusion de tous autres.

Ce plan magistral ne fut pas compris par le haut commandement français, soit que celui-ci manquât d'imagination ou de perspicacité, soit qu'il fût insuffisamment renseigné, soit qu'il se refusât à concevoir chez son adversaire une hardiesse de vues dont il était, quant à soi, certainement incapable.

Notre état-major avait beau connaître le plan de mobilisation établi par Moltke à la date du 9 octobre 1913 ; il avait beau avoir appris que ce plan comportait la formation de corps d'armée de réserve et admettait l'emploi des troupes de réserve concurremment avec les troupes actives et de la même façon, sous condition qu'on y puisse verser « un nombre important d'officiers de valeur du temps de paix »,

il n'a pas voulu croire que les unités de réserve allemandes pussent être mises sur le même pied que les unités actives. Aussi n'avait-il fait entrer que celles-ci en ligne de compte. C'est sur cette hypothèse qu'il a établi le plan probable de la concentration allemande, plan qu'il a mis sous les yeux de Joffre, à son avènement au poste de généralissime éventuel. Ce plan était naturellement à la base de celui qui avait été adopté par ses prédécesseurs pour la concentration de l'armée française et qui portait le N° XVI.

Joffre raconte dans ses *Mémoires* que, en examinant les dispositions ainsi arrêtées, il fut frappé de leurs vices et que, en conséquence, il décida immédiatement de remanier [1] le plan XVI en s'inspirant des considérations suivantes : d'abord, ne pas admettre l'idée, antérieurement envisagée, de recevoir de pied ferme le premier choc de l'agresseur, puis de le contre-attaquer ; tout au contraire, prendre les devants, c'est-à-dire aller chercher les colonnes d'invasion avant qu'elles aient mis le pied sur le territoire national ; en conséquence, prendre des mesures qui permettent de faire état des divisions de réserve dans les combinaisons de manœuvre de l'armée française de première ligne ; d'autre part, remanier le dispositif de concentration afin de remonter l'aile gauche vers le nord aussi loin que pourrait l'autoriser le nombre de divisions dont il disposait ; en même temps, renforcer cette aile.

En effet, dès septembre 1911, il adoptait une « variante » au plan XVI, variante qui donnait un commencement de satisfaction à certains des desiderata indiqués ci-dessus. Mais ce n'était qu'une retouche timide, insuffisante, provisoire ; il se réservait de modifier la concentration de l'armée en fonction des renseignements de la dernière heure, parce qu'« il avait pleinement foi dans la souplesse des chemins de fer comme instrument de maniement des masses au cours même des opérations ou de la bataille ».

[1] Ce remaniement a été d'ailleurs approuvé par la conseil supérieur de la défense nationale, et le président Fallières a cru devoir célébrer ce « retour à la notion d'offensive, traditionnelle dans l'armée française ».

Joffre a-t-il eu cette foi dès septembre 1911, ou l'a-t-il acquise après l'épreuve de la guerre ? C'est ce qu'il faudrait voir, en consultant les documents de cette époque, plutôt que les *Mémoires* rédigés après coup et dont les affirmations peuvent être suspectées. Il est certain qu'il a envisagé la violation de la neutralité de la Belgique par les Allemands. Il alla, en effet, jusqu'à proposer de la violer avant eux, c'est-à-dire de pousser l'aile nord de sa concentration sur le territoire belge avant même que l'ennemi en eût franchi la frontière. Mais l'autorisation qu'il sollicitait lui fut naturellement refusée. Poincaré déclara que l'acte en question risquait d'indisposer les Belges et d'alarmer l'Angleterre dont le concours était acquis à la France surtout par crainte de voir l'Allemagne envahir la Belgique. Quant au Foreign Office, lorsqu'il fut consulté sur la mesure suggérée par Joffre, il répondit par ces seuls mots : « C'est bien grave », prononcés par le sous-secrétaire permanent du ministère anglais des Affaires étrangères.

Les faits parlent. L'exécution du plan français en a montré les vices, qui eussent dû être rédhibitoires. Ces vices avaient été perçus et dénoncés dès 1913 par le colonel Grouard dans son livre *La guerre éventuelle*, où il avait indiqué les fautes à ne pas commettre. Il avait recommandé la réunion initiale de toutes les forces : or, on a eu le tort de détacher une partie de l'armée pour l'envoyer en Alsace d'où elle s'est fait lamentablement déloger, et on a engagé la bataille des frontières sans attendre que l'armée anglaise fût prête à prendre part à l'action. Grouard conseillait la défensive stratégique avec la constitution de fortes réserves en attendant que pussent être discernées les intentions de l'adversaire : or, Joffre ne songeait qu'à agir offensivement, et il a, en effet, attaqué dans les conditions que l'on connaît. Grouard proscrivait formellement certaines opérations qu'il considérait comme vouées à l'insuccès : en particulier, l'offensive en Lorraine.

Les avis de cet éminent stratégiste, le plus remarquable de notre époque, ne furent pas pris en considération. On

ne les discuta même pas. Sa valeur était méconnue. On l'accusait de pessimisme. On préférait les écrivains militaires qui annonçaient l'écrasement complet de l'armée allemande au bout de quelques jours. Les livres du colonel Arthur Boucher qui annonçaient ces succès avec une certitude imperturbable comme ceux du capitaine Sorb obtenaient une large diffusion. On a peu lu *La guerre éventuelle* et les articles les *Tablettes des deux Charentes* où Grouard ne cessait de prodiguer des avertissements dont les faits n'allaient pas tarder à mettre la justesse en évidence. Le haut commandement prit assez exactement le contrepied de ses propositions, et on sait ce qui en est résulté.

Si Joffre avait mieux connu les doctrines de la stratégie allemande, peut-être aurait-il discerné ce qu'elle avait de défectueux. Le plan Schlieffen était hardi (comme l'avait été en 1866 celui de Moltke *senior* lançant sur la Bohême deux colonnes séparées, dans des conditions qui ne leur permettaient pas de se soutenir mutuellement). Mais il avait un vice : son caractère mécanique. Tous les mouvements des différents éléments étaient réglés avec précision pour que la conversion s'accomplît synchroniquement. Il fallait que les têtes de colonnes restassent à la même hauteur pour pouvoir, en cas de besoin, se déployer en une ligne continue pour livrer bataille ou recevoir le choc d'une attaque. Le dispositif général manquait de souplesse.

D'autre part, il était facile d'imaginer ce qui se passerait au moment de la mobilisation. On pouvait tabler sur un déploiement *a priori* des armées allemandes, et nous avons fait remarquer que leurs itinéraires étaient tout indiqués.

Dans ces conditions, que pouvait tenter l'armée française ? On a beau jeu à montrer *a posteriori* ce qui aurait dû se passer et imaginer les manœuvres qui eussent assuré le succès. Mais, fût-ce simplement à titre d'exercice sur la carte, on peut envisager la solution qu'on a présentée sous la forme que voici :

La stratégie française devait tenter de rompre la cohésion du dispositif allemand en imposant, par le combat ou la

manœuvre, des vitesses inégales de déplacement à ses colonnes. « Le moindre enrayage dans ce mécanisme rigide pouvait faire naître des circonstances favorables pour attaquer, du fort au faible, un adversaire surpris. Effectuer un barrage général constituait une erreur ; attaquer était une faute ; il fallait seulement faire jouer une défense élastique et guetter l'occasion [1]. »

La conception d'une manœuvre de ce genre montre un défaut de la stratégie allemande. Elle avait échafaudé ses plans sans tenir assez compte de la réaction de l'adversaire. Ou elle a tablé sur l'inaptitude de celui-ci à réagir judicieusement. Si Moltke, en 1866, a commis l'imprudence qui lui a réussi, c'est parce qu'il comptait sur l'inertie de Benedek. Si Schlieffen a décidé de déborder l'aile gauche française par un mouvement non moins imprudent, c'est qu'il ne croyait pas les Français capables de s'opposer à la marche rapide de ses colonnes. Il supposait qu'ils seraient surpris par cette rapidité et obligés de perdre du temps à concentrer leurs corps en vue d'une contre-attaque. Il l'a formellement expliqué en ces termes (*Der Weltkrieg*, publié par les *Reichsarchiv*, tome Ier, page 57) :

> La situation où les aura placés notre manœuvre enveloppante à travers la Belgique les aura contraints à exécuter des mouvements hâtifs ou à former des détachements plus ou moins judicieux. Une fois venus à bout des forteresses belges et françaises de la frontière du nord, ainsi que de la région difficile de l'Ardenne, les Allemands se trouveront dans la position la plus avantageuse pour faire face à une riposte française.

On n'est donc peut-être pas en droit de compter pour une faute la conception audacieuse de Schlieffen. Elle aurait certainement réussi d'une façon brillante et admirable

[1] Extrait d'une note inédite rédigée par le commandant L. Nachin, lequel fait remarquer que, en l'occurrence « l'état-major français montra moins de psychologie qu'un boxeur moyen qui affronte, sur le ring, un pugiliste dont la tactique est connue ». On voit que cette note critique le barrage continu que j'ai, au contraire, recommandé dans mon article de janvier dernier (pages 1 à 10).

si Moltke *junior* n'avait pas cédé aux malencontreuses suggestions de la prudence. Mais, par suite de cette erreur, la stratégie allemande s'est trouvée en défaut.

Elle a encore commis d'autres fautes : le commandement a manqué de fermeté ; il n'est pas suffisamment intervenu pour faire sentir son autorité sur les différents chefs en sous-ordre ; il a cru trop vite qu'il avait gagné la partie après Charleroi et Morhange ; il a admis trop facilement que l'armée française ne pourrait se relever des défaites qu'elle venait de subir ; il a laissé les armées prendre des directions divergentes, ce qui a créé des vides dont la contre-attaque a profité ; il n'a pas su bien coordonner la manœuvre en retraite qui a suivi son échec sur la Marne.

En revanche, il a eu le mérite de voir très tôt que l'échec du plan initial allait lourdement peser sur le résultat. Il a aussitôt compris que la seule chance de salut était une sage économie des ressources dont disposait l'Allemagne : c'est cette politique de durée qui lui a permis de tenir tête pendant quatre ans à une coalition dont les effectifs et les moyens matériels ne cessaient de s'accroître.

La stratégie française a révélé son insuffisance à mainte reprise. Sans revenir sur ses erreurs du début, rappelons qu'elle n'a pas su profiter de la victoire de la Marne. La rupture du front allemand aurait dû permettre d'obtenir de plus importants résultats que la satisfaction (qu'on pourrait appeler platonique) d'un certain succès. S'il était difficile d'accroître l'importance des forces françaises à l'aile gauche assez à temps pour accentuer le débordement de l'armée von Kluck, il semble bien que « nulle part les gros des Allemands n'ont été vraiment débordés, et les renseignements de contact étroit manquent au chef des Alliés dans les directions critiques qui correspondent au joint Kluck-Bülow et à la charnière Hausen. Néanmoins, Joffre a le sentiment que la droite et le centre du dispositif ennemi sont dissociés et il s'efforce d'en profiter.

Mais les mesures qu'il prend sont, sinon inopérantes, du moins insuffisantes : car l'ennemi décolle partout sans diffi-

culté et se ressoude sans peine. Peut-être est-ce l'exécution des mesures prescrites qui a laissé à désirer. Malgré la présence quasi permanente d'envoyés du G. Q. G. auprès des commandants d'armée, ceux-ci ne prennent pas à temps les décisions immédiates qui s'imposent. C'est ainsi que le colonel Alexandre placé par le général Joffre auprès de Franchet d'Esperey n'intervient en rien, du 10 au 14 septembre, pour orienter la 5e armée sur le flanc droit de von Kluck, et il la laisse s'engager, vers Reims, en plein centre de l'armée Bülow.

Le prolongement de la ligne française vers le nord se caractérise par l'insuffisante envergure des mouvements débordants. Les unités qui sont successivement débarquées se placent à côté de celles qui sont déjà au feu, opération vraiment trop enfantine. Mieux eût valu constituer avec ces éléments une armée de manœuvre pour la jeter sur le front Saint-Quentin-Cambrai. Mais, comme le dit le général Duffour, « le caractère étriqué des débordements successifs est dû à un commun défaut de hardiesse ».

A-t-il raison d'attribuer cette carence à la nature du matériel et de l'armement, à l'absence de véhicules propres au transport rapide et lointain de combattants, à l'insuffisance des moyens de feux qui permettent de tendre rapidement des rideaux défensifs en vue de masquer les mouvements des gros ? Ne serait-ce pas plutôt un manque de sens stratégique qu'il faut incriminer ?

Ce sens a fait défaut de part et d'autre, mais surtout du côté des Français. Et il en est résulté des erreurs graves dont les conséquences ont été telles que les différences de méthodes tactiques ont été de médiocre importance. Sans doute, le « grignotage » de Joffre a provoqué une excessive dépense de vies humaines, alors que les Allemands ont su s'en montrer beaucoup plus économes ; mais l'énormité des ressources fournies par le recrutement n'a conféré aux pertes qu'une importance relativement faible ; l'abondance du matériel employé a fait passer sur l'usage qui a été fait de ce matériel et qui s'est traduit par un rendement médiocre.

Les engagements n'ont présenté qu'un caractère épisodique ; l'action désagrégeante du feu n'a été en rien comparable à la puissance que donnait la cohésion interne des unités. Le gain tactique est insignifiant auprès du bénéfice réalisé par la stratégie.

Le livre substantiel du général Duffour nous conduit à l'immobilisation du front qui peut être considérée comme terminée vers la mi-novembre, après quelques soubresauts.

La course à la mer a été un échec pour les Alliés comme pour les Allemands, en ce sens que ni les uns ni les autres n'ont réussi à exécuter la manœuvre d'aile que tous deux cherchaient.

Cet échec résulta, avant tout, de ce que cette recherche a donné naissance à des manœuvres identiques qui ont eu lieu simultanément, avec des moyens à peu près égaux, sans qu'aucun des belligérants ait pu (ou ait su) leur donner d'emblée l'envergure nécessaire, en les séparant largement de la bataille frontale. (L'équivalence des forces se retrouve dans chacune des batailles successives : Somme, Artois, Flandres.)

Et nous en arrivons à la conclusion magistrale de cette consciencieuse et solide Histoire :

La guerre de mouvement de 1914 sur le théâtre franco-belge, que nous avons suivie en son flux et en son reflux, et dans tous les développements du drame moral vécu par les chefs des armées aux prises, présente la manifestation grandiose d'un phénomène sinon nouveau, du moins peu attendu : la sorte d'inviolabilité frontale dont jouissent les dispositifs stratégiques dès qu'ils opposent à l'adversaire une ligne de combat continue.

Cette inviolabilité (ou, pour parler plus exactement, cette extrême solidité) est due à la toute-puissance du feu. C'est elle qui, d'août à la mi-novembre, confine la manœuvre dans le domaine des actions d'aile, la transforme en « course aux espaces libres ». C'est elle qui provoque et qui permet ces amples déplacements du centre de gravité de forces réalisés par le commandement français avant la Marne, par le français et l'allemand après. En elle réside une des causes premières de l'étonnante efficacité qu'on devra bientôt reconnaître à la défense statique.

Cette efficacité subsistera-t-elle dans une guerre à venir et se traduira-t-elle encore par l'« extrême solidité » du front ?

C'est possible, mais, — comme je le disais en janvier dernier (et je tiens à le répéter), — ce n'est pas certain. Nous sommes en droit de penser que la motorisation, les nuages de fumée, la concentration des feux, permettront, en certains cas, d'entamer la résistance du corps de bataille. Nous devons, tout au moins, envisager la possibilité d'une telle brèche qui créerait ces « espaces libres » vers lesquels l'attaque se précipitera, ayant hâte d'en profiter.

Ne retombons pas dans l'erreur que l'art militaire a commise, quand il s'est imaginé qu'il pouvait prévoir la physionomie que prendrait la guerre. Que notre ignorance à cet égard soit à la base de nos conceptions stratégiques, si peu disposés que nous soyons à bâtir des plans concrets sur des données certaines, voire inexistantes. Nos habitudes d'esprit y répugnent. Nous avons besoin de certitude. Le doute nous effraie. Nous avons l'horreur du vide. Je reste pourtant convaincu qu'il y a danger à se faire des idées fausses, et je crois qu'il est plus sage de ne se faire aucune idée sur ce qu'on ne connaît pas.

L'histoire des débuts de la guerre mondiale montre, en tout cas, les graves conséquences des idées préconçues. Et n'aurait-elle que pour résultat de mettre cette gravité en évidence, le général Duffour mériterait les remerciements de ses lecteurs.

Lieutenant-colonel Emile MAYER.